

À bas le plan Hollande-Gallois ! Non à tout « pacte social » sur le dos des travailleurs !

La crise mondiale du capitalisme se poursuit, avec d'un côté la baisse des taux de profit et de l'autre les licenciements. Dans l'Union européenne en particulier, les prévisions de croissance ne cessent de se réduire (+0,1 % de PIB en 2013 selon la Commission européenne) et le chômage ne cesse d'augmenter (11,8 % de la population active de l'UE en 2013).

Chaque bourgeoisie essaie de persuader les travailleurs du pays que l'économie doit rester dans ses mains, que l'ennemi est à l'étranger et que les exploités doivent faire des sacrifices supplémentaires pour assurer la « compétitivité » de « leur » capitalisme contre les autres. Mais, comme les autres en font autant, la concurrence s'intensifie. Aucune politique économique nationale ne permettra de sortir de la crise, au contraire, elles la renforcent toutes !

Le gouvernement Hollande-Ayrault cède, depuis le début, au chantage des capitalistes français. D'où son acceptation des plans de licenciements des groupes capitalistes de l'industrie, du commerce, de la finance et aussi ses attaques contre les travailleurs immigrés et spécialement les Roms qui servent de boucs émissaires.

Il vient de reprendre l'essentiel du rapport Gallois, remplaçant simplement pour les entreprises les 20 milliards d'allègements de charges par 20 milliards de crédits d'impôts, financés par l'augmentation de la TVA pour environ 10 milliards et par de nouvelles coupes budgétaires de 10 milliards (probablement dans les services publics). « *Nous avons été entendus* » déclare la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Pour Louis Gallois, il faut construire un « *pacte social* » à partir des trois négociations en cours sur le financement de la protection sociale, l'entrée des représentants des salariés dans les conseils d'administration et la « *sécurisation des parcours professionnels* » (ce qui veut dire en termes hypocrites l'acceptation de périodes de chômage dans la vie de toute travailleuses, de tout travailleur).

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls veut associer les organisations syndicales à sa politique capitaliste et à un prétendu « *pacte pour la compétitivité* » pour désarmer et désorienter les travailleurs en les privant de leur organisation de défense

collective. « *Il s'agit de trouver une sorte de consensus national pour faire en sorte que l'acte de produire soit encouragé dans notre pays et que l'industrie survive au lieu de s'affaïsser* », déclare Arnaud Montebourg.

Loin de rejeter ce piège et de défendre fermement les intérêts des salariés, les directions syndicales admettent qu'il y a un intérêt national à défendre avec les patrons, qu'il y a un problème de compétitivité du pays et elles se sont empressées de participer au « *dialogue social* » pour mettre en place le « *pacte social* »: la « *conférence sociale* » du 9 juillet pour la flexibilité du « *marché du travail* » et les « *pactes* » « *compétitivité-emploi* », le « *conseil d'orientation des retraites* », la « *refondation de l'école* », le « *pacte de confiance à l'hôpital* », la « *négociation* » du plan de licenciements de PSA à partir du 15 novembre...



Contre la collaboration entre les classes, contre la soumission à la bourgeoisie sous couvert d'intérêt national, il faut que les exploités mènent une lutte déterminée pour leurs intérêts et ceux de tous les travailleurs et futurs travailleurs. Pour cela, il faut que leur avant-garde se regroupe en un nouveau parti, un parti ouvrier, internationaliste dont le but sera la révolution socialiste, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs.

Non au prétendu pacte social de soumission aux capitalistes !

Rupture par les confédérations CGT, FO, CFDT de la discussion des plans de flexibilité du Medef !

Aucun licenciement !

Expropriation de PSA, d'Arcelor-Mittal, de Sanofi, de Carrefour, d'Alcatel et de tous les groupes capitalistes qui licencient !

Diminution de la durée du travail sans baisse de salaire jusqu'à l'embauche de tous !

Manifestation de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la Sécurité sociale !

À bas la 5^e République ! Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !